

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 12/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS CARRIERES DE CAMBOUNES

Route de Brassac
81260 Cambounès

Références : 81-CARMIN-2025-04
Code AIOT : 0006801381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement SAS CARRIERES DE CAMBOUNES implanté Le Causse et Puech Piolo 81260 Cambounès. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mai 2024 portant sur l'absence de séparateur d'hydrocarbures sur l'aire de ravitaillement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CARRIERES DE CAMBOUNES

- Le Causse et Puech Piolo 81260 Cambounès
- Code AIOT : 0006801381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation inspectée est une carrière de calcaire autorisée par arrêté préfectoral du 17 décembre 2019. Celle-ci est autorisée à extraire, sur une durée de 30 ans, 200 000 tonnes annuellement en moyenne.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 31/05/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité vis-à-vis de la prescription en installant un séparateur d'hydrocarbures reliée à l'aire étanche où se déroulent les opérations de ravitaillement des engins.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/05/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Aire de ravitaillement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SAS Carrière de Cambounès sise route de Brassac, 81260 Cambounès, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article PP2 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 susvisé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure.</p> <p>Article PP2 : "L'entretien et la maintenance des engins de chantier sont réalisés dans l'atelier situé à l'intérieur du périmètre d'autorisation. Le ravitaillement des engins est réalisé au-dessus d'une aire étanche fixe qui permet la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cette aire est munie d'un débourbeur/déshuileur. Un kit d'intervention, destiné à récupérer les terres souillées par une pollution accidentelle, est mis à disposition dans les engins. Il est complété par un stock de sable ou tout autre matériau absorbant destiné à absorber les liquides polluants [...]."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'aire de ravitaillement est dorénavant reliée à un séparateur d'hydrocarbures. Le rejet s'effectue</p>

dans un bassin collecteur rejoignant ensuite le bassin en entrée de site avant rejet au milieu naturel.

L'exploitant indique que les travaux concernant la mise au rebut de l'ancienne cuve GNR se poursuivent. Celle-ci sera remplacée par une cuve double paroi enterrée ou aérienne selon le choix qui sera fait.

Type de suites proposées : Sans suite